

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/NLD/1

9 octobre 1996

(96-4108)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais¹

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

Pays-Bas

Par communications de la Mission permanente des Pays-Bas datées du 9 mai 1996, les Pays-Bas ont fait parvenir au Secrétariat une notification au titre de l'article 63:2 de l'Accord. Cette notification porte sur les domaines du droit d'auteur et des droits connexes, des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels. Pour les principales lois et réglementations notifiées, il a été fait référence aux collections de l'OMPI. Des informations complémentaires, notamment le texte de certaines des lois et réglementations notifiées, ont été communiquées au Secrétariat le 22 juillet 1996.

Un addendum au présent document concernant un certain nombre des lois et réglementations figurant aussi dans les communications du 9 mai 1996 sera distribué lorsque les textes correspondants auront été notifiés.

Les Pays-Bas ont également indiqué que la législation pertinente en matière de brevets, de schémas de configuration de circuits intégrés et de protection des renseignements non divulgués serait notifiée prochainement.

¹Certaines parties du texte original ont été reçues en français.

ANNEXE I

NOTIFICATION DES PRINCIPALES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

Droit d'auteur et droits connexes

Loi de 1912 sur le droit d'auteur (Auteurswet 1912); Loi du 18 mars 1993 contenant des dispositions relatives à la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Wet op de naburige rechten):

- Loi de 1912 sur le droit d'auteur (Auteurswet), modifiée en dernier lieu le 27 octobre 1972²;
- Loi du 30 mai 1985 portant adaptation de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur à l'Acte de Paris de la Convention de Berne²;
- Loi du 3 juillet 1989 portant modification de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur en ce qui concerne la prévention de la piraterie des oeuvres protégées par le droit d'auteur²;
- Loi du 30 mai 1990 portant modification de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur en ce qui concerne une redevance au titre de la reproduction de vidéogrammes ou de phonogrammes destinée à la formation, à l'étude ou à l'usage personnels²;
- Loi du 18 mars 1993 contenant des dispositions relatives à la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Wet op de naburige rechten)³;
- Loi de juillet 1994 portant modification de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur en ce qui concerne la protection des programmes d'ordinateur⁴;
- Loi du 21 décembre 1995 portant modification de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur et de la Loi sur les droits voisins, suivant la Directive du Conseil 93/98/CEE du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins (J.O. L290 24/11/93)⁴;
- Loi du 21 décembre 1995 portant modification de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur et de la Loi sur les droits voisins, suivant la Directive du Conseil du 19 novembre 1992 (J.O. L346 27/11/92) relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins dans le domaine de la propriété intellectuelle⁴;

²Le texte de ces lois figure dans le document IP/N/1/NLD/C/1.

³Le texte de cette loi figure dans le document IP/N/1/NLD/C/2.

⁴Ces lois ont été communiquées en néerlandais seulement en attendant leur traduction dans une langue officielle de l'OMC.

- Loi du 21 décembre 1995 modifiant les propositions de loi portant modification de la Loi de 1912 sur le droit d'auteur et de la Loi sur les droits voisins, suivant la Directive du Conseil 93/98/CEE du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins (J.O. L290 24/11/93) et suivant la Directive du Conseil de novembre 1992 (J.O. L346 27/11/92) relative au droit de location et de prêt et à certains droits voisins dans le domaine de la propriété intellectuelle (entrée en vigueur le 1er janvier 1996)⁴;

Marques de fabrique ou de commerce

- Convention Benelux en matière de marques de produits, avec Annexe (Loi uniforme Benelux sur les marques/Eenvormige Beneluxwet op de merken), Bruxelles, 19 mars 1962; Tractatenblad 1962, 58⁵;
- Protocole du 10 novembre 1983 modifiant la Loi uniforme Benelux sur les marques; entrée en vigueur le 1er janvier 1987; Tractatenblad 1983, 187⁵ (*Introduction de la protection des marques de service*);
- Protocole du 2 décembre 1992 modifiant la Loi uniforme Benelux sur les marques; entrée en vigueur le 1er janvier 1996; Tractatenblad 1993, 12⁵ (*Introduction de dispositions relatives à la contrefaçon et à l'application de la directive de la CEE sur les marques de fabrique ou de commerce*);

Note: Projet de Protocole portant modification de la Loi uniforme Benelux sur les marques, Bruxelles, 9 février 1996 (n'a pas encore été approuvé par les parlements nationaux des pays du Benelux (*ratification prévue en 1997*)):

1. Parmi les personnes pouvant revendiquer un droit de priorité dans les pays du Benelux, seront inclus les ressortissants des Membres de l'OMC (article premier, paragraphe 3, en relation avec l'article 2, paragraphe 1 de l'Accord sur les ADPIC); modification des articles 3, 6D et 39 de la Loi.
2. Un paragraphe sera ajouté, disposant que l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce pour des vins ou spiritueux qui contient une indication géographique alors que l'origine de ces vins ou spiritueux n'est pas celle qui est indiquée par la marque peut être refusé, invalidé ou déclaré échu (article 23, paragraphe 2, de l'Accord sur les ADPIC); modification de l'article 4 de la Loi.

⁴Ces lois ont été communiquées en néerlandais seulement en attendant leur traduction dans une langue officielle de l'OMC.

⁵Le texte de ces lois figure dans le document IP/N/1/NLD/T/1.

Dessins et modèles

- Convention Benelux en matière de dessins ou modèles, avec Annexe (Loi uniforme en matière de dessins ou modèles/Eenvormige Beneluxwet inzake tekeningen en modellen), Bruxelles, 25 octobre 1966: Tractatenblad 1966, 292⁶;

- Note:
1. Projet de Protocole portant modification de la Loi Benelux en matière de dessins ou modèles, 28 mars 1995 (*n'a pas encore été approuvé par les parlements nationaux des pays du Benelux (ratification prévue en 1996)*); Tractatenblad 1995, 133 (*Introduction de dispositions relatives à la contrefaçon*).
 2. Projet de Protocole portant modification de la Loi Benelux en matière de dessins ou modèles, 9 février 1996 (*n'a pas encore été approuvé par les parlements nationaux des pays du Benelux (ratification prévue en 1997)*):
- Parmi les personnes pouvant revendiquer le droit de priorité dans les pays du Benelux, seront inclus les ressortissants des Membres de l'OMC (article premier, paragraphe 3, en relation avec l'article 2, paragraphe 1, de l'Accord sur les ADPIC); modification des articles 3 et 8 de la Loi.

Indications géographiques

- Aucune loi principale spécifique sur les indications géographiques (*voir sous "autres lois et réglementations"*, article 162 du Code civil et article 337 du Code pénal).

⁶Le texte de cette loi figure dans le document IP/N/1/NLD/D/1.

ANNEXE II

AUTRES LOIS ET REGLEMENTATIONS

Note: Dans le système législatif néerlandais, le texte d'une loi est généralement modifié sans être remplacé par un nouveau texte. Lorsque cela est possible, nous fournissons des renseignements sur la loi initiale et sur la dernière version révisée. Certaines lois peuvent être actuellement en cours d'examen.

<p style="text-align: center;">TITRE DATE D'ADOPTION ET DE PUBLICATION (n° Stb. ou Stcrt.) DATE DE LA DERNIERE REVISION ET ENTREE EN VIGUEUR</p>	<p style="text-align: center;">BREVE DESCRIPTION</p>
<p><u>Droit d'auteur</u></p> <p><u>Décret royal du 12 octobre 1932</u>, Stb. 496, modifié le 4 juillet 1977, Stb. 422 Entrée en vigueur le 28 juillet 1977 avec effet rétroactif à compter du 26 juillet 1976</p> <p><u>Décret du Ministre de la justice du 24 mars 1933</u>, Stcrt. 60 Entrée en vigueur le 15 avril 1933</p> <p><u>Décret royal du 20 juin 1974</u>, Stb. 351, modifié le 23 août 1985, Stb. 471 Entrée en vigueur le 5 novembre 1985</p> <p><u>Décret du Ministre de la justice du 6 avril 1976</u>, Stcrt. 82</p> <p><u>Décret du Ministre de la justice du 19 février 1986</u>, Stb. 79 Entrée en vigueur le 13 mai 1986</p> <p><u>Décret du Ministre de la justice du 19 février 1986</u>, Stb. 81 Entrée en vigueur le 13 mai 1986</p> <p><u>Décret du Secrétaire d'Etat à la justice du 20 février 1991</u>, Stcrt. 42 Entrée en vigueur le 1er mars 1991</p> <p><u>Décret royal du 20 décembre 1990</u>, Stb. 646, modifié le 24 novembre 1993, Stb. 620</p>	<p>Contient des dispositions relatives à l'agrément par les autorités des personnes qui remplissent les fonctions d'intermédiaire commercial en ce qui concerne le droit d'auteur sur les oeuvres musicales.</p> <p>Le "Bureau voor Muziekauteursrecht", domicilié à Amsterdam, est désigné comme intermédiaire commercial.</p> <p>Contient des dispositions relatives à la reproduction d'écrits par des institutions publiques, des bibliothèques, et à des fins d'usage personnel. Les redevances perçues pour cette utilisation sont versées à une Fondation pour le droit d'auteur distincte, le "Stichting Reprorecht".</p> <p>Contient une liste des fondations et associations représentant les parties intéressées dans les discussions relatives au droit d'auteur sur les oeuvres musicales.</p> <p>Contient une réglementation relative à la supervision du "Stichting Reprorecht", qui s'occupe des redevances perçues pour la reproduction d'oeuvres protégées.</p> <p>Approbation officielle des directives énoncées par le "Stichting Reprorecht" en ce qui concerne la distribution des versements reçus conformément à la Loi sur le droit d'auteur.</p> <p>Le "Stichting de Thuiskopie" est désigné pour gérer la perception et la distribution des redevances sur les bandes vierges.</p> <p>Désignation d'un commissaire du gouvernement chargé de superviser les activités du "Stichting de Thuiskopie".</p>

<p>TITRE DATE D'ADOPTION ET DE PUBLICATION (n° Stb. ou Stcrt.) DATE DE LA DERNIERE REVISION ET ENTREE EN VIGUEUR</p>	BREVE DESCRIPTION
<p><u>Décret du Secrétaire d'Etat à la justice du 20 février 1991</u>, Stcrt. 58 Entrée en vigueur le 2 mars 1991</p> <p><u>Directive du 1er octobre 1993</u>, Stb. 188, des procureurs généraux de district Valable jusqu'au 1er octobre 1997</p> <p><u>Droits connexes</u></p> <p>[<u>Loi du 25 mai 1990</u>, Stb. 303 Entrée en vigueur le 1er juillet 1993</p> <p><u>Loi du 25 mai 1990</u>, Stb. 304 Entrée en vigueur le 1er juillet 1993</p> <p><u>Décret royal du 28 avril 1993</u>, Stb. 243 Entrée en vigueur le 1er juillet 1993</p> <p><u>Décret royal du 15 août 1994</u>, Stb. 633 Entrée en vigueur le 26 août 1994</p> <p><u>Procédures et mesures correctives judiciaires civiles</u></p> <p><u>Code civil néerlandais du 31 mai 1843</u>, Stb. 22 Remplacé en 1976 (livres 1 et 2) et en 1992 (livres 3, 5 et 6), modifié le 21 décembre 1995, 691</p> <p><u>Code de procédure civile du 31 mai 1843</u>, Stb. 23, modifié le 6 décembre 1995, Stb. 592</p> <p><u>Loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire du 18 avril 1827</u>, Stb. 290, modifiée le 21 décembre 1995, Stb. 640</p> <p><u>Mesures judiciaires provisoires</u></p> <p><u>Code de procédure civile du 31 mai 1843</u>, Stb. 23, modifié le 6 décembre 1995, Stb. 592</p> <p><u>Loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire du 18 avril 1827</u>, Stb. 290, modifiée le 21 décembre 1995, Stb. 640</p>	<p>Le "Stichting Onderhandeligen Thuiskoopievergoeding" est désigné pour négocier le montant perçu sur les bandes vierges.</p> <p>Contient des règles générales devant être observées par les procureurs de district en vue de faire respecter la Loi sur le droit d'auteur.</p> <p>Adhésion des Pays-Bas à la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 26 octobre 1961).</p> <p>Adhésion des Pays-Bas à la Convention sur la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Genève, 29 octobre 1971).]</p> <p>Désigne une commission de surveillance chargée de superviser les activités de la Fondation "SENA", qui gère les paiements effectués au bénéfice des détenteurs de droits conformément à la Loi sur les droits voisins (Loi du 18 mars 1993).</p> <p>Contient des dispositions relatives à l'indemnité perçue par les membres de la Commission de surveillance.</p> <p>Contient des dispositions générales relatives aux dommages-intérêts et à la représentation ainsi que des règles et principes généraux de droit tels que la bonne foi.</p> <p>Contient les règles de procédure civile appliquées aux Pays-Bas.</p> <p>Définit l'organisation des différents tribunaux et leurs compétences.</p> <p>Contient les règles de procédure civile appliquées aux Pays-Bas.</p> <p>Définit l'organisation des différents tribunaux et leurs compétences.</p>

<p>TITRE</p> <p>DATE D'ADOPTION ET DE PUBLICATION (n° Stb. ou Stcrt.)</p> <p>DATE DE LA DERNIERE REVISION ET ENTREE EN VIGUEUR</p>	BREVE DESCRIPTION
<p><u>[Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière</u></p> <p><u>Loi sur les crimes économiques du 22 juin 1950,</u> Stb. K258, modifiée le 21 décembre 1995, Stb. 691</p> <p><u>Procédures pénales</u></p> <p><u>Loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire du</u> <u>18 avril 1827,</u> Stb. 290, modifiée le 21 décembre 1995, Stb. 640</p> <p><u>Loi sur les crimes économiques du 22 juin 1950,</u> Stb. K258, modifiée le 21 décembre 1995, Stb. 691</p> <p><u>Procédures administratives</u></p> <p><u>Loi sur l'organisation du pouvoir judiciaire du</u> <u>18 avril 1827,</u> Stb. 290, modifiée le 21 décembre 1995, Stb. 640</p>	<p>Contient une liste des crimes à caractère économique (au lieu des crimes "ordinaires").]</p> <p>Définit l'organisation des différents tribunaux et leurs compétences.</p> <p>Contient une liste des crimes à caractère économique (au lieu des crimes "ordinaires").</p> <p>Définit l'organisation des différents tribunaux et leurs compétences.</p>